

Indignez-vous ! Hope in Resistance

CALL TO ACTION - Draft

October 22, 2011

We are in debt to our Indigenous sisters and brothers and to the earth. Global systems – of food production and distribution, of finance, of water cycles and wealth creation – are in crisis. The answers proposed by elected leaders are unsatisfactory because they do not address the fundamental conditions of these crises. They protect an economy that prioritizes the profits of the few over the well being of the many and the rights of Mother Earth. We reject these false solutions.

It was the banks that gambled with our money and lost. It was the people of North America, Europe, Latin America and elsewhere who covered their debts. In Greece, the United States, Britain, Spain and many other countries, the crisis is perpetuated against people and for the reckless banks. Austerity is another word for class warfare: it takes from the poor – their money, their public services, their homes – and gives to the rich. We reject outright all privatization of the commons. This includes our water, health, transit, energy and other social services.

We demand our right to work and our right to live well. At the G20, G8, WTO, OECD... even the UN, we are promised a new Green Economy but we are given a jobless recovery. Our governments actively oppose sustainable development and subsidize the rapid destruction of local and global ecosystems. The federal government wants nothing but more resource extraction and open markets for our corporate and financial elites. Canada's Economic Action Plan – tax cuts and free trade – is devoid of jobs and a liveable future. We are impatient to stop tar sands production forever.

We reject war and the billions of dollars our government would spend on new military aircraft, frigates and their armament, prisons and surveillance systems, when indigenous people go without clean water, our infrastructure crumbles, and our youth are in debt and unable to find jobs. We fundamentally object to the argument that says economic flows into and out of Canada are more important than the privacy, civil and human rights of people who live here, and those who wish to come here. We want our environmental scientists back.

Canada's free trade agenda with many countries is a thin veneer hiding colonialist intentions. Once again the multinationals triumph at the expense of the 99 per cent, including farmers, Indigenous communities and labourers who suffer persecution, displacement and death. We deplore the proposed privatization and deregulation pact with the European Union – CETA. Let the bilateral and global trade negotiations collapse: they have only increased inequality around the world.

We recognize that this is an historical moment. There is a growing thirst for change amongst the peoples of the world, including here in Canada. We commit to working collectively to build a broad-based social movement, beyond individual issues, places and languages. We will nurture, support and grow this movement until governments return to their primary mission of serving people, not corporations and the global elite.

We stand with each other, with the *Indignez* movements in Europe, and with the occupiers of Wall Street, Bay Street, Montreal, Vancouver and the thousands of others worldwide. We stand with our trade union sisters and brothers who are fighting to maintain worker rights won many years ago. We are inspired by the Arab Spring to demand real democracy from our leaders. We commit to working with our Indigenous peoples to bring about a new society designed to serve our common goals and aspirations. We will strive to live better, to de-globalize, to think strategically and sustainably. We will stand and resist and hope. We will act for justice.

We are already building a better world, which we see is possible. We invite you to join us.

Indignez-vous ! Hope in Resistance

APPEL À L'ACTION - version de travail

22 octobre 2011

Nous avons une dette envers nos consœurs et nos confrères autochtones et envers la Terre. Les systèmes mondiaux de production et de distribution alimentaires, financiers, de cycles hydrologiques et de création de richesses sont en crise. Les solutions proposées par les élus sont insatisfaisantes parce qu'elles ne traitent pas des causes fondamentales de ces crises. Ces élus protègent une économie qui accorde la priorité aux profits pour un petit nombre de privilégiés au détriment du bien-être des populations et des droits de la Terre mère. Nous rejetons ces fausses solutions.

Ce sont les banques qui ont joué notre argent et l'ont perdu. Ce sont les peuples d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Amérique latine et d'ailleurs qui ont couvert leurs dettes. En Grèce, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Espagne et dans de nombreux autres pays, l'état de crise est imposé en permanence à la population au bénéfice des banques insouciantes. Le mot austérité est un synonyme de lutte des classes : cela signifie prendre aux pauvres – leur argent, leurs services publics, leurs foyers – pour donner aux riches. Nous refusons catégoriquement toute privatisation des biens communs, incluant notre eau, nos services de santé, nos services de transport en commun, nos services énergétiques et les autres services sociaux.

Nous exigeons notre droit de travailler et de bien vivre. Le G20, le G8, l'OMC, l'OCDE... et même l'ONU nous promettent une nouvelle économie verte, mais nous avons droit à une reprise économique dite sans emploi. Nos gouvernements s'opposent vigoureusement au développement durable et subventionnent la destruction rapide d'écosystèmes locaux et mondiaux. Le gouvernement fédéral ne cherche qu'à extraire toujours plus de ressources et à ouvrir de nouveaux marchés pour nos élites corporatives et financières. Le Plan d'action économique du Canada – réductions d'impôt et libre-échange – ne prévoit ni de création d'emplois ni d'avenir prometteur. Nous avons hâte de mettre fin à la production des sables bitumineux à jamais.

Nous refusons la guerre et les milliards de dollars que notre gouvernement engloutirait pour de nouveaux avions militaires, de nouvelles frégates et leurs armements, pour des prisons et des systèmes de surveillance, alors que les Premières Nations n'ont pas accès à l'eau potable, que nos infrastructures s'effritent, que nos jeunes croulent sous les dettes et sont incapables de se trouver des emplois. Nous rejetons fondamentalement l'argument selon lequel la fluidité des échanges commerciaux au Canada et à l'extérieur est plus importante que la protection des renseignements personnels, les droits civils et les droits de la personne des gens qui vivent ici et de ceux qui souhaitent y venir. Nous voulons le retour de nos spécialistes de l'environnement.

Le programme de libre-échange du Canada avec de nombreux pays n'est qu'illusoire et cache mal des intentions colonialistes. Une fois de plus, les multinationales triomphent au détriment de 99 % de la population, dont des agriculteurs, des communautés autochtones et des ouvriers victimes de persécution, de déplacement et de mort. Nous déplorons le projet de pacte de privatisation et de déréglementation entre le Canada et l'Union européenne (l'Accord économique et commercial global - AECG). Laissons les négociations commerciales bilatérales et mondiales échouer : ces ententes n'ont fait qu'accroître les inégalités partout dans le monde.

Nous reconnaissons que c'est un moment historique. Il y a une soif de changement grandissante parmi les peuples de partout dans le monde, y compris ici au Canada. Nous nous engageons à travailler en collaboration afin de bâtir un vaste mouvement social, au-delà des préoccupations individuelles, des endroits et des langues. Nous encouragerons et soutiendrons ce mouvement et nous le ferons croître jusqu'à ce que les gouvernements retournent à leur mission première, qui est de servir les gens, pas les sociétés et l'élite mondiale.

Nous nous appuyons mutuellement, nous soutenons les mouvements des *Indignés* en Europe et les manifestants de Wall Street, Bay Street, Montréal, Vancouver et des milliers d'autres villes partout dans le monde. Nous appuyons nos consœurs et nos confrères syndiqués qui luttent pour conserver les droits des travailleuses et des travailleurs acquis il y a de nombreuses années. Nous sommes inspirés par le *Printemps arabe* pour revendiquer une réelle démocratie auprès de nos dirigeants. Nous nous engageons à travailler avec nos peuples autochtones pour bâtir une nouvelle société conçue pour servir nos aspirations et nos objectifs communs. Nous nous efforcerons de vivre une vie meilleure, de « *démondialiser* », de penser de manière stratégique et durable. Nous nous tiendrons debout, nous résisterons et nous espérons. Nous agissons pour la justice.

Nous construisons déjà un monde meilleur, que nous savons possible. Nous vous invitons à vous joindre à nous.